



# Académie des sciences d'outre-mer

## Les recensions de l'Académie <sup>1</sup>

***Diplomatie occidentale et dissidence arabe : la France coloniale et le mouvement arabiste en Syrie ottomane (1912-1914) / Kaïs Ezzerelli***  
**éd. Dar al-Wasla, 2014**  
**cote : 60.445**

Ce livre d'un historien engagé nous ramène aux origines d'une question brûlante. L'auteur, appuyé sur une bibliographie à jour et des sources d'archives françaises, s'efforce de démonter un processus paradoxal, par lequel les diplomates français s'efforcèrent, peu avant le déclenchement de la Grande Guerre, de flatter les tendances autonomistes de certaines élites arabes pour favoriser l'acquisition de positions au Levant en cas de dislocation de l'empire ottoman. Celui-ci paraissait, après la première guerre balkanique, arrivé à la fin d'un processus d'affaiblissement continu de deux siècles. Les nationalités non turques, essentiellement arabe et arménienne, supportaient mal les efforts des Jeunes Turcs au pouvoir pour maintenir l'empire en renforçant la centralisation et en privilégiant la langue turque. Dans cette configuration, la politique française poursuivait deux objectifs : l'un, prioritaire, était le maintien de l'empire ottoman, dans lequel les intérêts économiques, financiers surtout, étaient considérables ; l'autre, secondaire, consistait à consolider l'influence française dans les provinces syriennes (Syrie actuelle, Liban, Palestine). Cette influence pouvait se révéler de toute première importance en cas d'éclatement de l'empire, en favorisant une prise de contrôle impérialiste de cette zone par la France. Ceci explique pourquoi le gouvernement français laissa ses représentants dans le monde arabe encourager les demandes de large autonomie formulées par une partie des notables syriens, et accueillit avec bienveillance un congrès arabe réuni dans ce but à Paris en juin 1913. Il se garda, cependant, d'aller très loin dans cette voie. Il ne tenta pas, notamment, de faire avancer les revendications arabes en cherchant à les intégrer aux accords franco-ottomans de septembre qui réservaient à la France une large zone d'influence économique dans l'empire en échange de l'émission d'un emprunt. L'alliance de novembre 1914 entre Allemagne et Turquie allait rendre ce choix totalement obsolète, et ouvrir la voie aux accords Sykes-Picot, puis au mandat français.

Toute cette période est présentée avec clarté et rigueur. Les tendances politiques, les groupes de pression, le rôle des personnalités sont bien mis en valeur, ce qui est remarquable dans un volume relativement réduit. Le manque de place explique aussi que les considérations internationales, notamment la confrontation avec la politique anglaise, soient laissées à l'arrière-plan, de même que l'appréciation par les décideurs français des réactions des populations musulmanes du Maghreb à l'égard des politiques menées au Machrek. On ne reprochera pas à Kaïs Ezzerelli de chercher à comparer cette politique peu soucieuse des



<sup>1</sup> Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/). Basé(e) sur une œuvre à [www.academieoutremer.fr](http://www.academieoutremer.fr).



## *Académie des sciences d'outre-mer*

intérêts du monde arabe à celle des dirigeants français d'aujourd'hui en direction du Moyen-Orient, et on aura peine à lui reprocher de condamner l'une et l'autre. Ce rapprochement souffre cependant d'être seulement esquissé en quelques pages. Pour être véritablement démonstratif, il devrait développer, quant à la période actuelle, une argumentation aussi appuyée de faits que celle à laquelle il se livre à propos des premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Nul doute qu'il n'en soit capable.

**Jacques Frémeaux**